

Session de Nice – 1967

La succession testamentaire en droit international privé

(Dixième Commission, Rapporteur : M. Riccardo Monaco)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que la succession testamentaire est soumise à la loi régissant la succession en général (loi successorale), mais qu'il n'a pas paru possible, dans l'état actuel des idées, de proposer une solution uniforme pour la détermination de ladite loi ;

Rappelant les règles posées par la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires qui est déjà entrée en vigueur et qui a servi de modèle à plusieurs législations nationales ;

Considérant qu'il paraît utile de proposer de résoudre certains problèmes propres à la succession testamentaire, réserve faite de la détermination de la loi successorale, pour aboutir à une relative unité dans ce domaine.

Recommande d'appliquer, en matière de succession testamentaire, les solutions suivantes :

1. Que la capacité de disposer par testament soit reconnue lorsqu'elle est admise par la loi personnelle du testateur au moment de la rédaction des dispositions testamentaires ;
2. Que la validité intrinsèque et les effets des dispositions testamentaires soient soumis à la loi successorale, sous réserve que le testateur puisse opter entre sa loi nationale et la loi de son domicile ;
3. Que le testament soit considéré comme valable quant à la forme, si celle-ci répond à la loi interne ;
 - a) du lieu où le testateur a disposé, ou
 - b) de la nationalité, du domicile ou de la résidence habituelle du testateur, soit au moment où il a disposé, soit au moment de son décès, ou

- c) pour les immeubles, du lieu de leur situation.
4. Que les solutions du paragraphe précédent s'appliquent aussi à la validité quant à la forme de la révocation, par disposition testamentaire, d'un testament ;
5. Que les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire nommé par le testateur soient déterminés par la loi successorale, sous réserve des dispositions de la loi du lieu d'exécution du testament ;
6. Que les pouvoirs de l'administrateur de la succession testamentaire nommé en justice soient déterminés par la loi du tribunal qui l'a nommé ;
7. Que les modalités d'exécution du testament soient régies par la loi du lieu de son exécution.

*

(15 septembre 1967)